

MARCHE PUBLIC DE SERVICES**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES
COMMUN A TOUS LES LOTS
(CCAP)****(CCAP N° DREALPACA-25-015)*****l'Acheteur***

Ministères Transition écologique, Aménagement du Territoire, Transports, ville et logements

Représentant de l'acheteur (RA)

Le Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Objet du marché

Assistance géotechnique relative aux opérations d'infrastructures routières sous maîtrise d'ouvrage de la DREAL PACA

Remise des offres

Date limite de réception : 09/02/2026 à 12h (heure locale de l'adresse du RPA)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Pages

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	<u>4</u>
1-1. Objet du marché et Normes.....	<u>4</u>
1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	<u>4</u>
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	<u>6</u>
1-4. Passation des commandes.....	<u>6</u>
1-5. Décomposition en tranches et en lots.....	<u>7</u>
1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	<u>7</u>
1-7. Contrôle des coûts de revient.....	<u>8</u>
1-8. Dispositions générales.....	<u>8</u>
1-9. Ordres de service.....	<u>12</u>
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	<u>12</u>
ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES.....	<u>13</u>
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	<u>13</u>
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes.....	<u>13</u>
3-3. Variation dans les prix.....	<u>14</u>
3-4. Paiement direct des sous-traitants.....	<u>16</u>
ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DELAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....	<u>16</u>
4-1. Durée du marché et délais d'exécution.....	<u>16</u>
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	<u>16</u>
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	<u>17</u>
4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations.....	<u>19</u>
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	<u>19</u>
5-1. Retenue de garantie.....	<u>19</u>

5-2. Avances.....	<u>20</u>
ARTICLE 6. EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	<u>21</u>
6-1. Période de préparation.....	<u>21</u>
6-2. Programme d'exécution.....	<u>21</u>
6-3. Conditions d'exécution et d'intervention, prestation d'hygiène et sécurité.....	<u>21</u>
ARTICLE 7. ADMISSIONS ET GARANTIES.....	<u>22</u>
7-1. Admission.....	<u>22</u>
7-2. Garantie(s).....	<u>22</u>
ARTICLE 8. RÉSILIATION.....	<u>23</u>
ARTICLE 9. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	<u>24</u>

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Dans tout ce document, le Code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1. Objet du marché et Normes

Les prestations, objet du présent marché, concernent :

- l'exécution d'investigations géologiques, géotechniques et hydrogéologiques ;
- la réalisation d'études d'ingénierie géotechnique (au sens de la norme NF P94-500 de novembre 2013) ;
 - les études géotechniques préalables G1 en phase études préliminaires ;
 - les études géotechniques de conception G2 en phases AVP, PRO et DCE/ACT ;
 - la supervision géotechnique d'exécution G4 au sens de la norme NF P94-500 de novembre 2013, en phase d'étude d'exécution et en phase travaux.
 - étude G5 de diagnostic géotechnique en phase projet et sur ouvrage existant et sur du suivi dans le cadre de la garantie de parfait achèvement ;
- Le repérage d'amiante environnementale sur les sols et roches en place conformément au décret n°2017-899 du 9 mai 2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations.

Les lieux d'exécution des prestations sont situés en région PACA.

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes. La référence des normes applicables figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications

1-2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter l'acheteur auprès du titulaire :

1. La cheffe du Service transport, infrastructures et mobilité (STIM) ou son adjoint pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception des communications du titulaire avec l'acheteur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications de l'acheteur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
- b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
- c) Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 30 du CCAG).

2. Le chef d'Unité ou le responsable d'opérations pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;
- b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;
- c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (articles 28 et 29 du CCAG).

1-2.2. Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations , les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au titulaire ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commence à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par l'acheteur , celui-ci veillera à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par l'acheteur.

1-3. Point de départ du délai d'exécution

Le bon de commande précise les conditions d'exécution et en particulier la mise en œuvre d'une période de préparation si elle s'avère nécessaire.

Le délai d'exécution du marché débute à la notification de celui-ci. Le point de départ du délai d'exécution des bons de commandes est explicité dans le bon de commande en question.

1-4. Passation des commandes

Suivant le montant des commandes et dans le cadre de leurs délégations, les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commande signés par :

- le Directeur de la DREAL PACA et/ou ses adjoints,
- le (ou la) chef(fe) du Service Transports Infrastructures et/ou son adjoint,
- le (ou la) chef(fe) de l'Unité Maîtrise d'Ouvrage et/ou ses adjoints,
- le (ou la) responsable d'opération ou le (ou la) chargé(e) de mission.

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables.

Les bons de commande pourront être transmis par courriel mais dans tous les cas il seront déposés sur la plateforme PLACE. Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables.

Chaque bon de commande précise :

- L'existence et la durée d'une période de préparation ;
- La désignation et la catégorie des produits ;
- La quantité commandée par catégorie ;
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- Le montant par catégorie de produits ;
- Le montant de la commande HT, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Le lieu d'exécution/de livraison et la zone géographique concernée ;
- Le délai d'exécution/de livraison ;
- La référence du marché.

L'acheteur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant les commandes faites au fur et à mesure des besoins.

La décision unilatérale du représentant de l'acheteur (RA) visant à solder un bon de commande partiellement réalisé (ou à rendre définitif le paiement d'une commande partiellement réalisée), constitue une simple mesure d'exécution du contrat et ne donne lieu à aucune indemnisation.

1-5. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Le besoin homogène de services est alloti, les prestations sont réparties en 2 lots géographiques désignés ci-après qui sont traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots	
Lot 1	Opérations routières des départements 13 et 84
Lot 2	Opérations routières des départements 04 et 05

En outre, en cas de projet à la limite départementale ou régionale, les prestations du bon de commande pourront intégrer des sondages situés sur les départements ou régions avoisinants (cas de la Liaison Est Ouest d'Avignon, par exemple).

1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1-6.1. Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

1-6.2. Sites sensibles

Sans objet.

1-6.3 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

1-7. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-8. Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du Code du travail.

1-8.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 41.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

1-8.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-8.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du Code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-8.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du Code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du Code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 41 du CCAG.

1-8.3. Assurances de responsabilité civile professionnelle

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 3 000 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et immatériels : 750 000 € par sinistre et par année.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

1-8.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial (ASST) dont le modèle sera fourni par le RA à la demande du titulaire.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-8.3. ci-dessus.

1-8.5. Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles de leur marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés sans publicité ni mise en concurrence en application de l'article R.2122-7 du CCP.

1-8.6. Clauses sociales et environnementales

Les critères d'attributions et les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental et social qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social. Ces conditions sont les suivantes pour les deux lots :

1-8.6.1. Clauses sociales

Conformément à l'article 6 du CCAG qui prévoit que « Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois, réglementations et conventions collectives relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée. » et aux articles L. 3221-1 et suivants du Code du travail qui détaillent les obligations de l'employeur en matière d'égalité professionnelle.

Au titre de la candidature, les candidats au marché devront produire une note indiquant :

- Les actions qu'ils prévoient de déployer dans le cadre de l'exécution du marché, en faveur :
 - de l'inclusion sociale,
 - de la lutte contre les discriminations
 - de la promotion de l'égalité femmes-hommes
 - et de la non-discrimination liée aux origines

Au titre de l'exécution du marché, ces mesures feront l'objet d'un **suivi annuel** via la transmission d'un **rapport d'au moins deux pages**, rédigé par le titulaire du marché au cours de l'exécution du marché. Ce rapport devra préciser :

- les mesures concrètement mises en œuvre
- leurs dates de réalisation
- les personnes et postes concernés

Le titulaire y exposera également les actions futures qu'il envisage dans la continuité de son engagement. **Ces éléments serviront de base pour évaluer la reconduction éventuelle du marché.**

Références méthodologiques et thématiques à titre indicatif :

- Pour la forme, les candidats peuvent s'appuyer sur la méthodologie du [Plan de progrès](#).
- Pour le fond, ils peuvent consulter :

- le plan d'action interministériel « Toutes et tous égaux »
- ou les ressources du réseau « Les Entreprises s'engagent »

Le titulaire devra maintenir un engagement constant, conforme à ses déclarations lors de la phase de candidature, tout au long de l'exécution du marché.

1-8.6.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article 16.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Ces conditions sont les suivantes :

Les livrables seront tous dématérialisés et le recours à la visioconférence sera systématiquement privilégié si le déplacement ne se justifie pas.

Le candidat produira une note spécifique pour expliquer et décrire les dispositions mises en œuvre afin de limiter la gêne aux riverains lorsque les interventions sont situées en milieu habité.

Cette note pourra se baser sur une analyse de l'environnement du chantier et pourra correspondre à des mesures diverses comme le positionnement adapté de la base-vie, des zones de stockage générant des flux de véhicules ou la mise en œuvre d'horaires spécifiques afin de minimiser la gêne et notamment les nuisances sonores.

Le candidat sera notamment jugé sur sa capacité à démontrer les mesures qui pourront être mises en œuvre dans l'objectif de répondre à cette clause environnementale.

Le RPA demande au titulaire de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires au respect de l'environnement lors des sondages réalisés dans le cadre du présent marché.

1-9. Ordres de service

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

L'ordre de service de démarrage des prestations pourra intervenir dans un délai supérieur à 6 mois à compter de la notification du marché sans que le titulaire ne puisse en refuser l'exécution ni prétendre à une quelconque indemnité.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, **daté et signé par les représentants habilités des parties** ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles ;

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG- FCS) approuvé par l'arrêté du 1er avril 2021 ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires et forfaitaires (BPUF) ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les bons de commande ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, le mémoire technique du titulaire joint à son offre en sa dernière version constitue un engagement de sa part dont le maître de l'ouvrage pourra exiger le strict respect sous peine de réfaction. En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux de l'entreprise titulaire, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens effectivement mis en œuvre pour réaliser les prestations diffèreraient de ceux qu'il avait prévus.

Pour l'ensemble de ces documents, l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi.

ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes

3-2.1. Contenu des prix

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

3-2.3. Modalités du règlement des comptes du marché

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG. La périodicité des règlements sera mensuelle.

3-2.4. Modalités de transmission et de paiement

3-2-4-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée, comme imposé à tous les fournisseurs par les articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP depuis le 1er janvier 2020.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET de l'Etat : 11000201100044
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) et le code du service exécutant qui seront transmis par le service ordonnateur lors de la notification de chaque bon de commande

3-2-4.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues et par dérogation à l'article 15.3 du CCAG aux primes.

3-3.1. Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 12.2.2 et 12.2.3.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres indiquée en page 1 du présent CCAP.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3-3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence **I** choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet de **l'ensemble des lots** est :

ING : Ingénierie

Il est publié :

- sur le site de l'INSEE ;
- au Bulletin Officiel du ministère en charge du calcul des index BTP

3-3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \times (I_n / I_o)$$

avec : I_o = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois d'établissement des prix ;

I_n = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subit par l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

3-4. Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DELAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

4-1. Durée du marché et délais d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

Le bon de commande précise le délai global d'exécution pour l'ensemble des prestations objets de la commande. Le point de départ de chaque délai objet d'un « acte prescrivant le départ du délai » est précisé dans le bon de commande, ou tout acte postérieur rappelant le délai et prescrivant son point de départ, notifié selon les mêmes modalités. À défaut, le point de départ de chaque délai est la notification du bon de commande.

Le tableau à l'article 4-3.3 dresse la liste des tâches, les délais distincts associés et les pénalités encourues par le titulaire pour le retard de la remise de document à l'acheteur, inclus dans le délai global d'exécution du bon de commande.

4-2. Pénalités pour retard d'exécution

Plafond des pénalités pour retard d'exécution :

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 14.1.1 du CCAG

4-2.1. Pénalités pour retard d'exécution – délai global

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement de la prestation globale, objet de la commande, au regard du délai global d'exécution fixé dans le bon de commande, une pénalité forfaitaire de 500 € complétée par une pénalité journalière de 100 €.

4-2.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement d'une prestation à délai distinct intégrée à la commande globale, une pénalité forfaitaire de 500 € complétée par une pénalité journalière de 100 €.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG, le pouvoir adjudicateur peut rectifier la demande de paiement, en la complétant par les pénalités pour retard. Par dérogation à l'article 14-1 du CCAG, des pénalités pour retard sont prévues pour tout dépassement des délais d'exécution distincts prévus à l'article xx du présent CCAP. Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG, les pénalités pour retard sont appliquées quels que soient leurs montants.

4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

Sauf disposition contraire, les pénalités et retenues définies ci-après sont applicables à tous les bons de commandes.

4-3.1. Pénalité pour retard d'intervention

En cas de retard d'intervention sur chantier par rapport à la date fixée lors de la préparation de l'intervention, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €, y compris lorsque le bon de commande ne mentionne pas explicitement les dates d'intervention.

4-3.2. Pénalité pour non remise en état des lieux

Le titulaire est tenu de respecter la propreté des locaux ou emplacements de l'acheteur, et des sites mis à disposition pour les interventions sur le réseau routier ou sur le chantier de l'opération.

En cas de non remise en état après exécution des prestations, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 €, complétée par une pénalité journalière de 100 € jusqu'à la remise en état effective.

4-3.3. Pénalité pour retard de remise de documents (livrables intermédiaires, rapports de visite, PV d'essais)

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, le titulaire subit les pénalités journalières suivantes, en cas de retard dans la remise des documents au maître d'ouvrage :

Document	Délai de transmission <i>hors spécifications particulières du bon de commande</i>	Pénalité journalière	Précisions
PV de sondages – hors essais en laboratoire <i>pour une campagne de sondages d'une durée inférieure à une journée ou nuitée</i>	5 jours ouvrés	150 €	
PV de sondages – hors essais en laboratoire	5 jours ouvrés	150 €	

Document	Délai de transmission hors spécifications particulières du bon de commande	Pénalité journalière	Précisions
<i>pour une campagne de sondages d'une durée comprise entre 1 jour et 2 semaines</i>	à compter du dernier sondage effectué		
PV de sondages – hors essais en laboratoire <i>pour une campagne de sondages d'une durée supérieure à 2 semaines</i>	5 jours ouvrés	150 €	Transmission des PV de sondages réalisés toutes les 2 semaines
Rapports d'essais en laboratoire	15 jours ouvrés	150 €	À compter de la date de prélèvement
Rapports de visite de contrôle	2 jours ouvrés	150 €	Pour interventions ne nécessitant pas d'essais
Avis du prestataire sur document fourni par l'entreprise travaux	3 jours ouvrés	150 €	Documents soumis à avis du Moe (notes de calcul, plans, etc) en période de préparation ou d'exécution d'un marché de travaux
Livrable indicé	10 jours ouvrés	150 €	A compter de la date de transmission des remarques et demandes MOA ou Moe formulées sur le document livré en indice antérieur
Production du rapport G2-AVP	1 mois	500 €	
Production du rapport G2-PRO	2 mois	500,00 €	
Production du rapport G2-PRO approfondi	1 mois	500,00 €	
Remise d'un compte rendu de visite sur site	5 jours	500,00 €	
Remise d'une note d'observation des désordres	2 semaines	500,00 €	
Remise d'un rapport de mission G5	1 mois	500,00 €	
Remise d'un rapport sur le diagnostic amiante	1 mois	500,00 €	
Absence à une réunion		500,00 €	

La dématérialisation est obligatoire pour la remise des documents (livrables, rapports, PV, etc.).

4-3.4. Pénalité pour retard de remise de documents (livrables intermédiaires, rapports de visite, PV d'essais)

Tout essai ne répondant pas aux spécifications du cahier des charges, et d'une façon générale ne satisfaisant pas aux prescriptions du mode opératoire défini dans les normes mentionnées au CCTP et au BPUF, sera considéré comme défectueux. Les essais et forages défectueux ne sont pas rémunérés.

Les prestations défectueuses doivent être réalisées à nouveau, dans les conditions fixées ci-après :

	Délai de réalisation	Pénalité journalière	Précisions
Nouvelle réalisation d'un sondage / essai défectueux	5 jours ouvrés	200 €	A compter de la demande par le MOA de réaliser un sondage / essai jugé défectueux

4-3.5. Pénalités en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte mentionné à l'article 1-7, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la personne morale de droit public pourra appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 500€ HT, dans les limites suivantes :

- le montant total des pénalités de retard est égal, au plus, à 10 % du montant du marché ;
- le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des *articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail*.

4-3.6. Pénalités en cas de non-respect des obligations environnementales et sociales

En cas de non-respect des obligations environnementales et sociales exigées à l'article 1-8.6, une pénalité égale à 150 € HT sera appliquée sans mise en demeure préalable.

4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations

Sans objet.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG.

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC du bon de commande du lot si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le pourcentage est fixé à :

Lot	①
1	25,00 %
2	25,00 %

① % du montant initial TTC du bon de commande du lot.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande du lot.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande du lot atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande du lot.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Les dispositions du présent article s'appliquent, au marché reconductible, sur le montant de la période initiale et aux marchés reconduits, sur le montant de chaque reconduction.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter à l'acheteur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. EXÉCUTION DU MARCHÉ

6-1. Période de préparation

Le bon de commande précise la mise en œuvre d'une préparation si elle s'avère nécessaire.

6-2. Programme d'exécution

Sur demande de l'une ou l'autre des parties, un programme d'exécution est établi en commun.

La procédure d'exécution est explicitée dans l'article 2.4 du CCTP

6-3. Conditions d'exécution et d'intervention, prestation d'hygiène et sécurité

6-3.1. Dispositif de sécurité

Le titulaire qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité mis en place par le titulaire pour son intervention personnelle (échafaudage, filet de protection, équipements sur site pour le personnel, etc.) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

6-3.2. Installation des chantiers du titulaire

Pour les commandes faisant l'objet d'un besoin spécifique d'installation de chantier du titulaire, et à la demande de ce dernier, le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre proposent, et las échéant le coordonnateur SPS de l'opération concernée, un ou plusieurs sites possibles. Le titulaire prévient le coordonnateur SPS, ou à défaut le maître d'ouvrage, des conditions retenues d'installation de chantier dans un délai minimal de 24 h précédant l'installation effective.

6-3.3. Prise en charge des matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire – Stockage, emballage, et transport

A - Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire

Sans objet.

B - Stockage, emballage, et transport

Sans objet.

6-3.4. Signalisation du site à l'égard de la circulation publique

La signalisation des sites d'intervention dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique est réalisée, selon les conditions précisées par le maître d'ouvrage dans le bon de commande :

- soit par le titulaire, sous le contrôle de la DIR Méditerranée, ou toute autre entité gestionnaire indiquée dans le bon de commande ;
- soit par le gestionnaire de la voie publique concernée ; dans ce cas, le titulaire fait son affaire des préparations de l'intervention avec le gestionnaire.

6-3.5. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de l'acheteur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de l'acheteur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

L'acheteur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

ARTICLE 7. ADMISSIONS ET GARANTIES

7-1. Admission

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG, l'admission des prestations est prononcée dans un délai de 60 jours après la réception des dossiers par le maître d'ouvrage. Sans retour au titulaire dans ce délai, l'admission est tacite. Le pouvoir adjudicateur procède aux opérations de vérification et pourra prononcer l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations d'un bon de commande.

Par ailleurs, si dans le délai précité, le maître d'ouvrage juge que les dossiers doivent être repris partiellement ou en totalité, il l'indique par tout moyen au titulaire. Ce dernier doit procéder aux reprises demandées dans le délai fixé dans l'article 3-2 de l'acte d'engagement sous peine, en cas de non-respect de la demande, de s'exposer à des pénalités comme défini à l'article 4-2,2 du présent document.

7-2. Garantie(s)

7-2.1. Garantie des prestations

L'article 33.1 du CCAG est applicable dans les conditions suivantes :

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée, est fixé par décision de l'acheteur après l'avoir consulté.

ARTICLE 8. RÉSILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 41.1 h) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 41 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 41.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39.2 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

Le RPA se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacun des bons de commande. La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

ARTICLE 9. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG FCS :

CCAP 1-8.3	déroge à l'article	9.2 du CCAG
CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 3-3	déroge à l'article	15.3 du CCAG
CCAP 4-2.1, 4-2.2 et 4-3.3	dérogent aux articles	14.1.1 et 11.6 du CCAG
CCAP 7-1	déroge à l'article	30.1 du CCAG
CCAP 8	Déroge à l'article	41.2 du CCAG

b) CCTG et CPC travaux publics

sans objet

c) Normes françaises homologuées

sans objet

d) Autres normes

sans objet